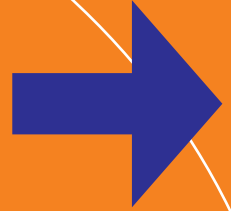


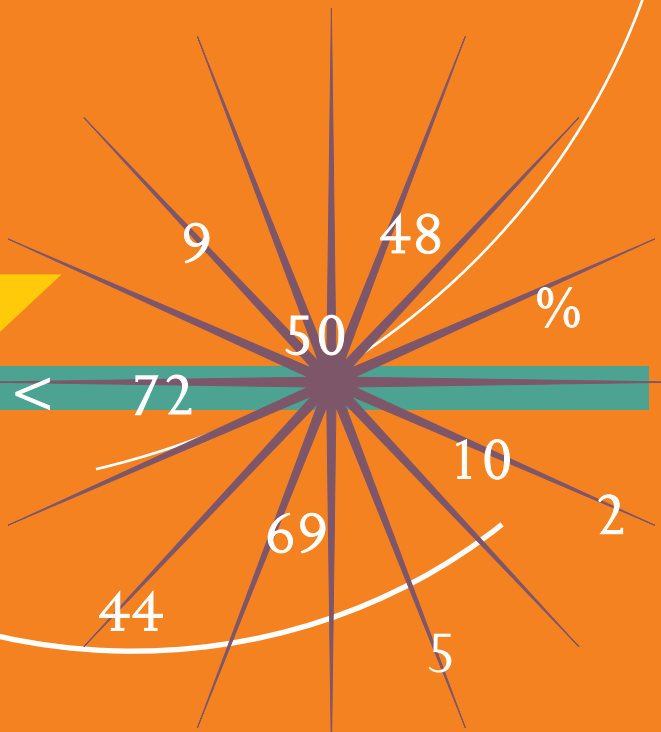
La

CORSE

en Bref



Edition
2012





INSEE
CORSE

La
CORSE
en Bref

Directeur de la publication :

Alain TEMPIER

Rédactrice en chef :

Angela TIRROLONI

Ont participé à cet ouvrage :

Insee :

Alexandre BOURGEOIS

Valérie FERRE

Claudine LAVERGNE

Rolande VALERY-COLONNA

Directe :

Céline INZAÏNA

Audrey ANTONETTI

Impression :

Imprimerie Bastiaise

Dépôt légal : octobre 2012

© Insee 2012

SOMMAIRE

P	OPULATION	6
E	CONOMIE GENERALE	9
E	MPLOI	10
D	EVELOPPEMENT ECONOMIQUE	18
R	EVENUS - SALAIRES	24
D	EFINITIONS	26

Edito

Cette cinquième édition de « La Corse en bref » est, cette année encore, produite dans un contexte économique incertain qui requiert une observation objective et éclairante.

Ce document, réalisé conjointement par la Direccte et l'Insee, vise donc à alimenter le débat économique et social par un recueil d'informations synthétiques, simples et lisibles mobilisant les données les plus récentes.

Le lecteur y trouvera des statistiques concernant la population, l'économie générale, le marché du travail, les entreprises, les revenus, ou encore le tourisme et les transports. Ces données permettent à la fois de situer la Corse dans le contexte national mais aussi d'appréhender les particularités territoriales de l'île.

Destiné à alimenter le besoin de connaissances des responsables institutionnels, cet ouvrage s'adresse aussi à un public plus large, soucieux de mieux comprendre la Corse.


Hervé BELMONT

Directeur régional des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi de Corse

Alain TEMPIER


Directeur régional
de l'Insee
de Corse

La CORSE en Bref




Au 1^{er} janvier 2009, la population de la Corse atteint 305 674 habitants. L'île figure parmi les régions françaises ayant connu la plus forte croissance démographique depuis 1999. Cette évolution provient exclusivement des phénomènes migratoires, le nombre de naissances et de décès annuels s'équilibrant. Sur l'île comme sur le continent, tous les types de territoires bénéficient du dynamisme démographique. En Corse, l'augmentation de la population est principalement alimentée par l'attraction des pôles urbains. Cependant, l'espace rural se peuple aussi.

La Corse demeure une région âgée. La part des moins de 20 ans est sensiblement inférieure à la moyenne nationale et les plus de 75 ans représentent 10 % de la population contre 8,8 % pour la France. Le niveau de diplôme reste inférieur à la moyenne française. Ainsi, en 2009, encore 32 % des résidents de Corse n'ont aucun diplôme, alors qu'ils ne sont que 29 % au niveau national. Par ailleurs, 20 % de la population dispose d'un diplôme d'un niveau supérieur au baccalauréat contre 24 % en France. La faible part de diplômés de l'enseignement supérieur reflète en partie la sous-représentation des cadres en Corse. Ainsi, cette catégorie socioprofessionnelle représente 5 % de la population, soit 4 points de moins qu'en moyenne nationale.




En 2010, le produit intérieur brut de la Corse s'élève à 7,81 milliards d'euros. Après plusieurs années de stagnation, l'économie a décollé à partir de 1997 et figure depuis parmi les plus dynamiques de France. Avec 24 979 euros, le PIB par habitant se situe dans la moyenne des régions françaises de province. La répartition sectorielle de la richesse produite se distingue de l'ensemble des autres régions. Ainsi, le tertiaire marchand occupe une place prépondérante, grâce notamment aux activités liées au tourisme. La construction est un autre pilier de l'économie. A l'inverse, le tissu industriel est très restreint. Enfin, les services administrés ont un poids supérieur à toutes les autres régions.



Fin 2010, la Corse compte 103 700 salariés. Parmi eux, 59 % travaillent dans des activités marchandes, en grande majorité dans le tertiaire. L'emploi salarié marchand - hors agriculture et particuliers employeurs - progresse de 1,8 % sur l'ensemble de l'année 2011. Néanmoins, tous les secteurs ne profitent pas de cette croissance. En particulier, la construction ne parvient pas à retrouver une dynamique favorable à l'embauche et l'emploi s'essouffle dans les services marchands. La croissance de l'emploi salarié ne permet pas d'endiguer la dégradation du marché du travail qui persiste en Corse depuis 2009. Ainsi, le chômage progresse légèrement en 2011 et demeure supérieur à la moyenne nationale. Au 4^e trimestre, le taux de chômage régional s'établit à 9,6 % de la population active. Les taux de chômage départementaux demeurent relativement voisins.


Fin décembre 2011, en données corrigées des variations saisonnières, 15 332 demandeurs d'emplois tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories ABC) sont inscrits au Pôle emploi en Corse. Sur un an, ce nombre augmente à un rythme plus soutenu qu'au niveau national (+ 6,4 % contre + 5,6 %).

Tous les publics sont concernés par cette hausse, particulièrement les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus (+ 13,1 %). Les jeunes de moins de 25 ans progressent en région de 8,6 % sur un an contre 2,6 % au niveau France métropolitaine. Les femmes sont plus touchées que les hommes par la dégradation de la situation (respectivement + 7,4 % et + 5,2 %).



En données corrigées des variations saisonnières, les entrées à Pôle emploi augmentent en Corse (+ 4.6 % contre +3,4 % à l'échelle nationale). Cette tendance s'explique essentiellement par la hausse des fins de contrat qui, compte tenu de la saisonnalité de l'activité économique de la région, restent le principal motif d'inscription (43 % des entrées annuelles). Parallèlement, l'absence au contrôle est le premier motif de sortie de Pôle emploi (35 % des sorties annuelles), suivi par la reprise d'emploi qui concentre 30 % des demandes d'emploi sorties.


Au cours de l'année 2011, en données corrigées des variations saisonnières, 21 398 offres d'emploi ont été enregistrées à Pôle emploi. Parmi elles, seules 29 % sont des offres d'emploi durable (CDI et CDD de plus de 6 mois), contre 38 % en 2010.



Au 1^{er} janvier 2011, 31 000 établissements du secteur marchand non agricole sont implantés en Corse. Ces unités sont de petite taille : 96 % ont moins de 10 salariés. Le secteur des services regroupe 40 % des établissements. Le secteur du commerce, transport et hébergement-restauration (CTHR) occupe la deuxième place, avec 37 % des établissements répartis de façon égale sur les deux départements. En 2011, avec 3 870 entreprises créées, le nombre total des créations diminue de 8 % par rapport à 2010. En Corse comme ailleurs, le recul est dû à la baisse des créations sous forme d'auto-entreprises (- 14 %). Le régime d'auto-entrepreneur est toutefois à l'origine de 53 % des nouvelles unités de la région.

L'artisanat est très présent en Corse. Le nombre d'entreprises artisanales rapporté au nombre d'habitants place l'île en tête des régions françaises. En 2011, 9 650 entreprises artisanales sont implantées dans la région, une sur deux dans le secteur du bâtiment. D'ailleurs, plus de la moitié des créations d'entreprises artisanales en 2011 relèvent de ce secteur, davantage qu'au niveau national.

En 2011, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse est de 8,4 millions, croisiéristes compris. Si les trafics croisières continuent de progresser, les lignes régulières et charter sont globalement en recul avec 7,4 millions de passagers au départ et à l'arrivée. Les effets de la crise internationale se font ressentir. Cette baisse est due à la dégradation des trafics sur l'étranger et affecte surtout le maritime. La fréquentation des hôtels et campings de la région suit la tendance des trafics passagers avec une perte de clientèle étrangère. La fréquentation des campings recule de 6 %, avec 3,46 millions de nuitées, celle des hôtels diminue de 2 %, avec 2,88 millions de nuitées.



Le revenu disponible brut annuel des ménages s'élève à 17 844 € par habitant en 2009, situant la Corse parmi les régions les plus défavorisées. En particulier, sur le champ excluant la fonction publique d'Etat et l'agriculture, les revenus salariaux sont globalement plus faibles que la moyenne nationale. Cela concerne l'ensemble des catégories socioprofessionnelles à l'exception des professions intermédiaires. Cet écart s'explique moins par le taux de salaire horaire que par la durée du travail. En effet, en Corse, l'importance de l'emploi saisonnier, qui par définition n'est occupé qu'une partie de l'année, joue défavorablement sur le revenu annuel.

Avertissement : les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine. Certains tableaux correspondent à la France entière (France métropolitaine et départements d'outre-mer).

Signes conventionnels utilisés :

... = données non disponibles ; (p) = données provisoires ; /// = sans objet.

Démographie

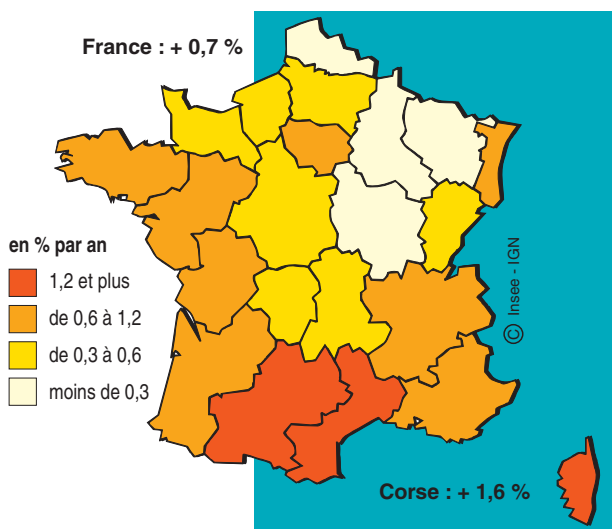
Population - Etat civil

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Populations légales au 1 ^{er} janvier 2009	141 330	164 344	305 674	62 465 709
Naissances domiciliées en 2010	1 408	1 591	2 999	800 655
Décès domiciliés en 2010	1 318	1 648	2 966	538 319
Taux de natalité en 2009 (‰)	10,0	9,6	9,8	12,6
Taux de mortalité en 2009 (‰)	9,7	8,9	9,3	8,6
Espérance de vie à la naissance des hommes en 2009 (ans)	77,0	78,4	77,8	77,8
Espérance de vie à la naissance des femmes en 2009 (ans)	84,8	84,8	84,9	84,3
Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2010 (p)	143 000	166 250	309 250	62 791 000
Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2011(p)	312 900	63 127 800

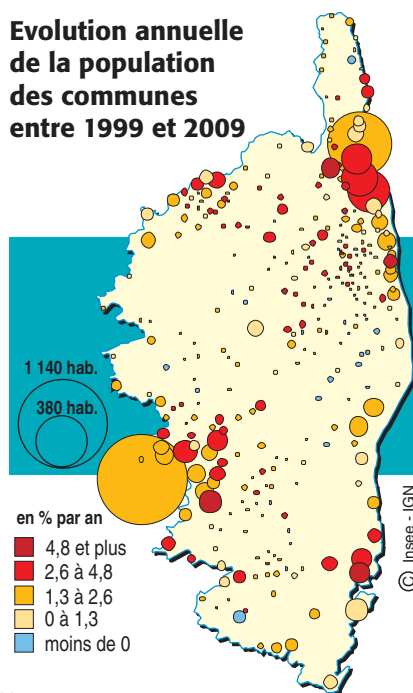
Source : Insee, Estimations localisées de population, Recensement de la population 2009 - Exploitation principale - Etat civil.

Evolution de la population

Taux d'évolution annuel de la population entre 1999 et 2009



Evolution annuelle de la population des communes entre 1999 et 2009



Source : Insee, Recensements de la population - Populations légales 2009 et 1999.

Age de la population

Répartition de la population selon l'âge et le sexe en 2009

Age	Hommes	Femmes	Ensemble	Corse (%)	France (%)
moins de 20 ans	33 031	30 353	63 383	20,7	24,6
de 20 à 59 ans	80 100	80 962	161 064	52,7	52,9
de 60 à 74 ans	24 489	26 140	50 628	16,6	13,7
75 ans ou plus	11 954	18 645	30 599	10,0	8,8
Total	149 574	156 100	305 674	100,0	100,0

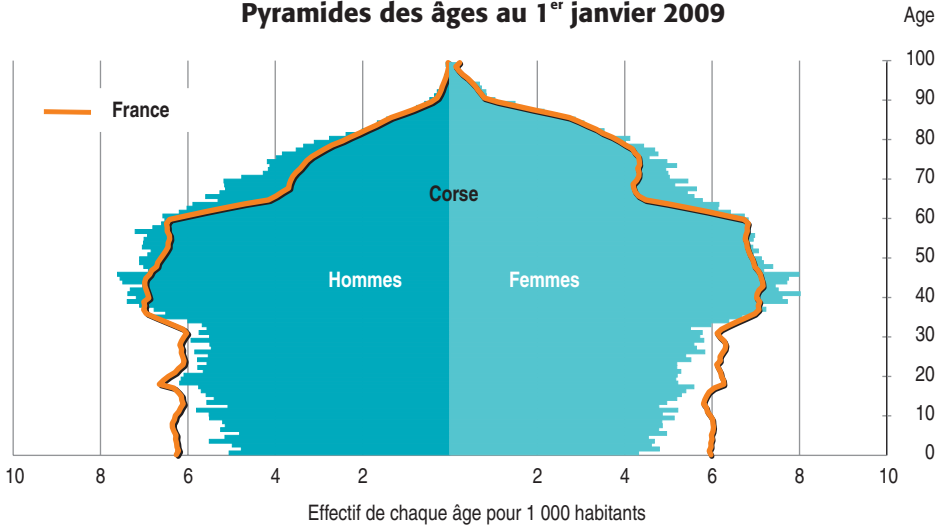
Source : Insee, Recensement de la population 2009 - Exploitation principale.

Répartition de la population par département selon l'âge et le sexe en 2009

Age	Corse-du-Sud		Haute-Corse	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
moins de 20 ans	15 236	13 906	17 794	16 447
de 20 à 59 ans	36 361	37 787	43 740	43 176
de 60 à 74 ans	11 339	12 233	13 149	13 908
75 ans ou plus	5 771	8 697	6 183	9 947
Total	68 707	72 623	80 866	83 478

Source : Insee, Recensement de la population 2009 - Exploitation principale.

Pyramides des âges au 1^{er} janvier 2009



Lecture : en Corse, sur 1 000 habitants, 5 sont des femmes âgées de 20 ans.

Source : Insee, Recensement de la population 2009.

➔ Ménages

Ménages selon le mode de cohabitation en 2009

	Corse	France
Ensemble des ménages	129 800	26 865 984
Ménages d'une personne (%)	29,8	33,7
Homme seul (%)	13,0	14,0
Femme seule (%)	16,8	19,7
Ménages avec famille (%)	65,1	63,7
Couples avec enfant(s) (%)	27,6	28,0
Familles monoparentales (%)	11,3	8,6
Couples sans enfant (%)	26,2	27,1
Autres ménages (%)	5,1	2,6

Source : Insee, Recensement de la population 2009 - Exploitation complémentaire.

Ménages propriétaires de leur résidence principale (%)	55,1	57,7
Ménages locataires de leur résidence principale (%)	38,6	39,7

Source : Insee, Recensement de la population 2009 - Exploitation principale.

→ Etrangers

Etrangers

	Corse		France	
	1999	2009	1999	2009
Nombre d'étrangers	25 673	25 362	3 263 186	3 658 688
Part dans la population (%)	9,8	8,3	5,6	5,9

Source : Insee, Recensements de la population 1999 et 2009 - Exploitation principale.

→ Diplômes

Diplômes des 15 ans ou plus ayant terminé leurs études

	Corse		France	
	1999	2009	1999	2009
Population des 15 ans ou plus (nombre)	198 650	237 134	42 644 956	45 329 996
Sans diplôme (%)	41,3	31,8	37,3	29,4
BEPC (%)	12,4	9,5	8,1	6,3
CAP, BEP (%)	18,0	18,5	24,8	24,0
BAC (%)	14,7	20,5	12,2	15,9
Diplôme de l'enseignement supérieur (%)	13,6	19,7	17,6	24,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee, Recensements de la population 1999 et 2009 - Exploitation principale.

→ Catégories socioprofessionnelles

Répartition de la population des 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle en 2009

Catégorie socioprofessionnelle (PCS) :	Corse (%)	France (%)
Agriculteurs exploitants	1,1	1,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	5,2	3,3
Cadres, professions intellectuelles supérieures	5,1	8,7
Professions intermédiaires	11,1	13,9
Employés	18,2	16,6
Ouvriers (y.c. agricoles)	11,0	13,5
Retraités	26,2	26,1
Autres sans activité professionnelle	22,1	16,9
Total	100,0	100,0

Source : Insee, Recensement de la population 2009 - Exploitation complémentaire.

➔ Produit intérieur brut

Produit intérieur brut en 2010

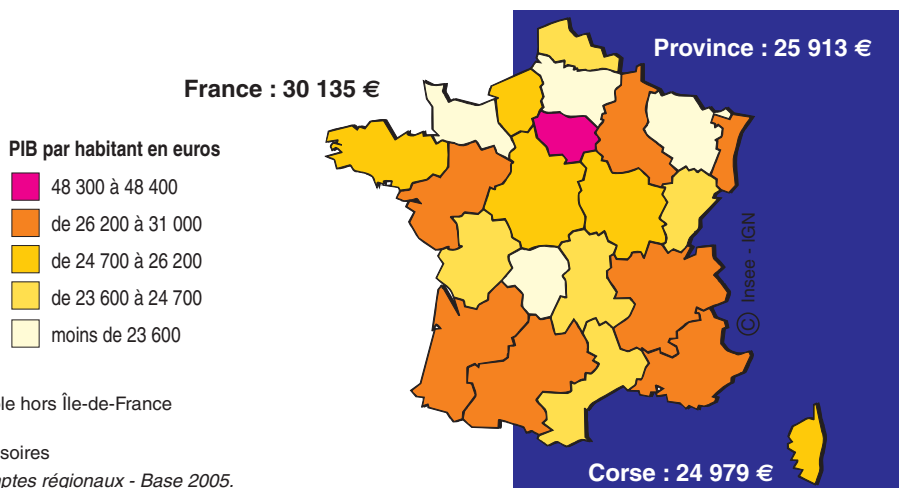
	Corse	Province	France
PIB total (millions d'euros)	7 811	1 325 076	1 897 474
PIB par habitant (euros)	24 979	25 913	30 135
PIB par emploi* (euros)	65 939	65 467	72 308

Données 2010 provisoires

*salarié et non salarié

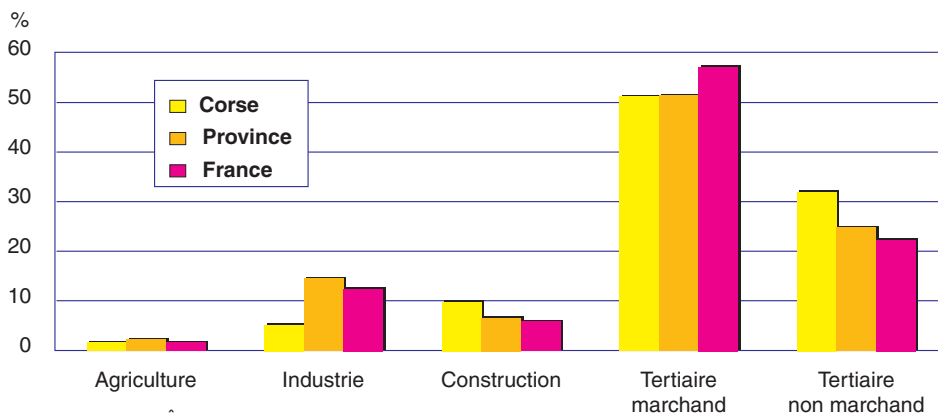
Source : Insee, Comptes régionaux - Base 2005.

Produit intérieur brut par habitant selon les régions en 2010



➔ Valeur ajoutée brute

Répartition de la valeur ajoutée brute par secteur d'activité en 2010



Population active

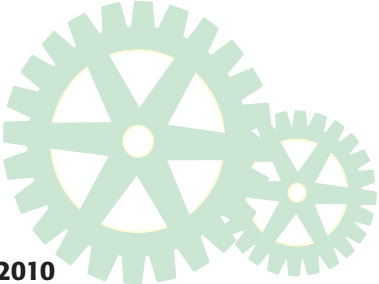
Population active parmi les 15-64 ans en 2009

	Corse	France
Population active (15-64 ans) en nombre	133 413	29 134 693
Taux d'activité (%)	67,5	71,9
Taux d'activité des hommes (%)	74,0	75,7
Taux d'activité des femmes (%)	61,1	68,1
Taux d'emploi (%)	59,7	63,8
Taux d'emploi des hommes (%)	67,3	67,9
Taux d'emploi des femmes (%)	52,2	59,9
Taux d'emploi des 55-64 ans (%)	38,8	38,5

Source : Insee, Recensement de la population 2009 - Exploitation principale.

Emploi salarié - non salarié

Emploi salarié par secteur d'activité au 31 décembre 2010

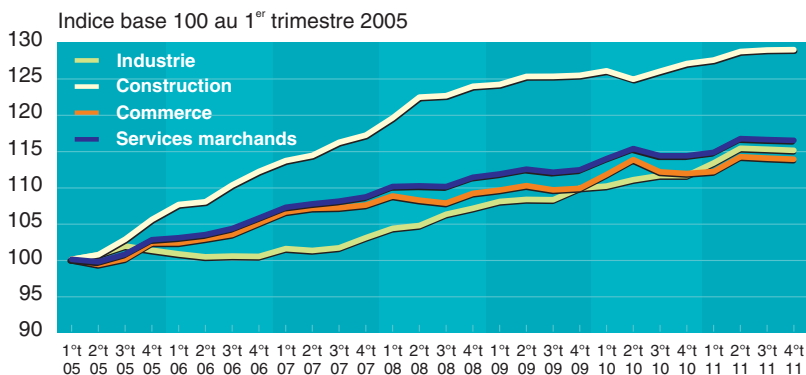


	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France
	Evolution annuelle moyenne nombre	2010 / 2000 %	Evolution annuelle moyenne nombre	2010 / 2000 %	Evolution annuelle moyenne nombre	2010 / 2000 %	Evolution annuelle moyenne 2010 / 2000 %
Agriculture	372	-0,5	1 229	-0,9	1 601	-0,9	-2,0
Industrie	3 071	2,4	3 020	1,3	6 091	1,9	-2,1
Ind. agricoles et alimentaires	911	1,9	1 329	1,7	2 240	1,8	-0,5
Energie	1 049	2,1	625	-0,1	1 651	1,3	0,3
Autres Industries	1 111	3,2	1 066	1,6	2 177	2,4	-2,7
Construction	5 645	5,4	5 621	4,3	11 266	4,8	1,4
Commerce	7 007	1,9	8 131	2,0	15 138	2,0	0,5
Transports	3 135	1,0	2 947	1,5	6 082	1,2	0,0
Hébergement et restauration	2 654	2,3	2 141	2,4	4 795	2,4	1,8
Information et communication	760	0,0	460	-0,4	1 220	-0,2	0,7
Activités financières	1 056	2,5	1 129	2,8	2 185	2,7	1,2
Activités immobilières	427	1,8	467	3,6	864	2,7	0,7
Soutien aux entreprises	3 525	5,3	3 095	3,8	6 620	4,6	1,4
Autres activ. de services marchands	2 719	4,2	2 528	1,5	5 247	2,8	1,9
Administration	14 764	0,2	7 081	0,2	21 845	0,2	0,7
Enseignement, santé, action sociale	9 735	0,2	10 958	0,3	20 693	0,2	0,9
Ensemble	54 870	2,9	48 807	2,0	103 677	2,5	0,4

Données 2010 provisoires

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées.

Variation trimestrielle de l'emploi salarié marchand* par secteur d'activité en Corse



*hors agriculture et particuliers employeurs

Source : Insee, Estimations trimestrielles d'emploi salarié.

Emploi non salarié par secteur d'activité au 31 décembre 2010

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France
	Evolution annuelle		Evolution annuelle		Evolution annuelle		Evolution annuelle
	nombre	moyenne 2010 / 2000 %	nombre	moyenne 2010 / 2000 %	nombre	moyenne 2010 / 2000 %	moyenne 2010 / 2000 %
Agriculture	827	- 3,3	1 540	- 3,4	2 367	- 3,3	- 2,6
Industrie	291	1,6	380	2,5	671	2,1	- 0,2
Construction	1 161	5,7	1 299	5,0	2 460	5,3	2,4
Tertiaire marchand	3 285	1,5	3 395	2,0	6 680	1,7	1,0
Tertiaire non marchand	1 238	3,5	1 365	3,7	2 603	3,6	2,4
Ensemble	6 802	1,7	7 979	1,3	14 781	1,5	0,5

Données 2010 provisoires

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées.

Emploi par zone d'emploi au 31 décembre 2009

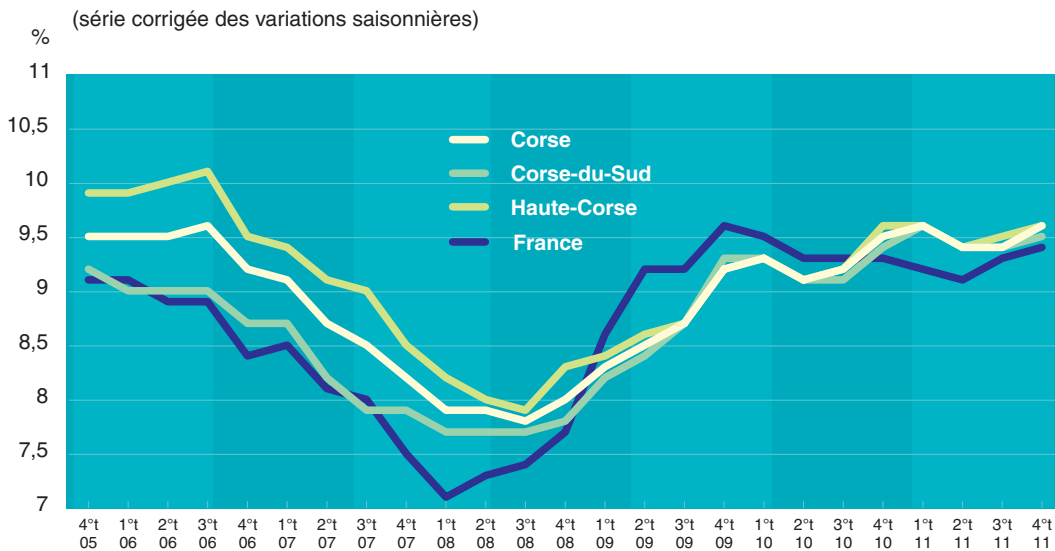
	Calvi- L'île-Rousse	Ajaccio	Bastia	Corte	Ghisonaccia- Aléria	Porto- Vecchio	Sartène- Propriano	Total Corse
Emploi total	7 328	46 330	39 885	3 804	5 090	10 826	3 677	116 940
Non salariés	1 481	4 464	5 224	602	868	1 742	695	15 076
Salariés :	5 847	41 866	34 661	3 202	4 222	9 084	2 982	101 864
Agriculture (%)	1,5	0,5	1,8	0,7	12,5	1,4	1,4	1,6
Industrie (%)	4,3	5,8	6,2	4,9	10,1	4,6	5,3	5,9
Construction (%)	13,6	8,0	10,9	9,8	14,8	19,1	17,8	10,9
Tertiaire marchand (%)	41,3	37,6	46,0	32,2	28,0	45,1	38,4	40,8
Tert. non marchand (%)	39,3	48,1	35,1	52,4	34,6	29,8	37,1	40,8
Total salariés (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Données 2009 définitives

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées.

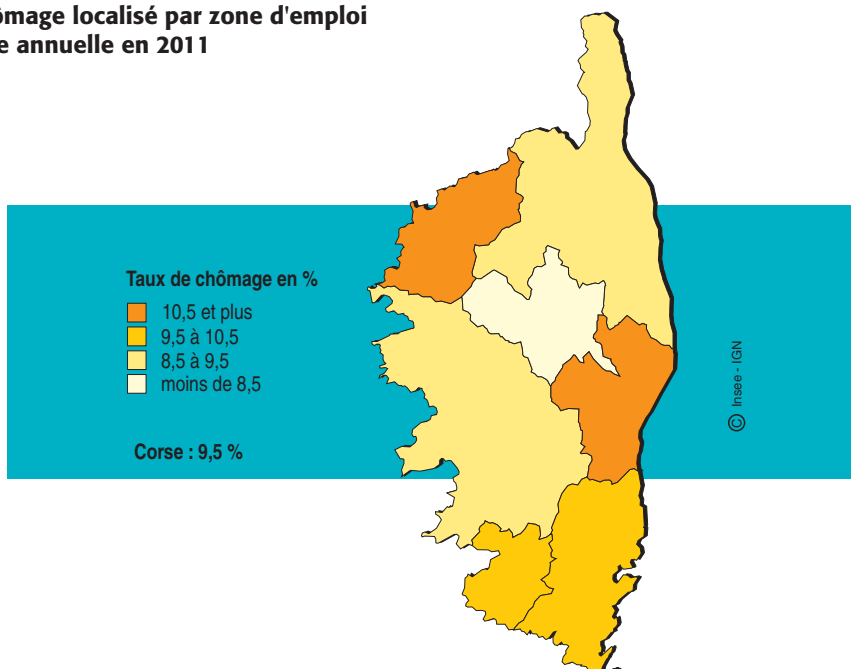
Taux de chômage

Evolution trimestrielle du taux de chômage localisé



Source : Insee.

Taux de chômage localisé par zone d'emploi en moyenne annuelle en 2011



Source : Insee.

➔ La demande d'emploi

La demande d'emploi de catégories A et ABC au 31 décembre 2011

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en milliers
Les catégories A et ABC (données brutes)				
catégorie A	7 376	8 136	15 512	2 899
évolution sur un an (%)	4,3	6,2	5,3	5,5
catégories ABC	8 514	9 357	17 871	4 317
évolution sur un an (%)	6,3	6,9	6,6	5,3
Les catégories A et ABC (données CVS)				
catégorie A	6 057	6 986	13 043	2 874,5
évolution sur un an (%)	4,3	6,0	5,2	5,6
catégories ABC	7 179	8 153	15 332	4 270,7
évolution sur un an (%)	6,5	6,1	6,4	5,6

Source : Direccte / Pôle emploi.

La demande d'emploi de catégories ABC au 31 décembre 2011

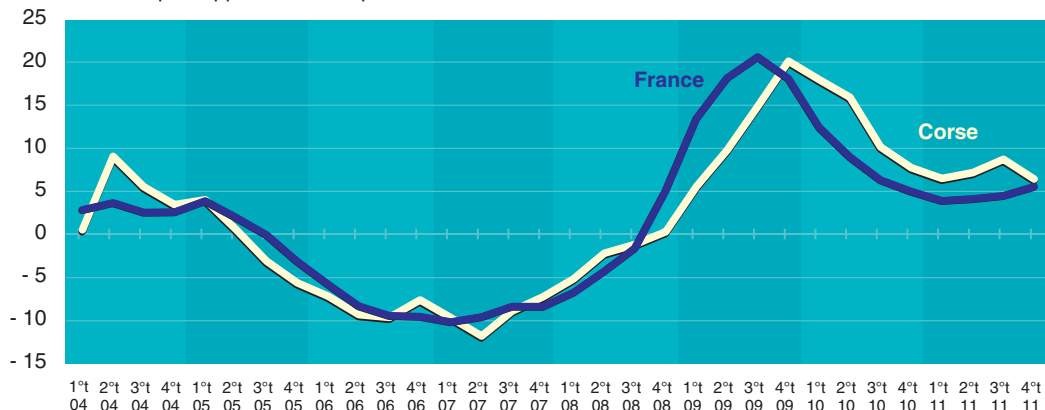
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en milliers
Effectifs (données CVS)	7 179	8 153	15 332	4 270,7
Evolution sur un an (%)	6,5	6,1	6,4	5,6
Structure des DEFM (cat.ABC données CVS en %)				
Hommes	44,8	43,5	44,1	49,0
Femmes	55,2	56,5	55,9	51,0
Moins de 25 ans	16,4	15,6	16,0	15,1
25 à 49 ans	63,5	65,1	64,4	64,5
50 ans ou plus	20,1	19,3	19,7	20,4
Chômeurs de longue durée	23,9	23,7	23,8	37,9

Source : Direccte / Pôle emploi

L'évolution trimestrielle de la demande d'emploi de catégories ABC

(données CVS)

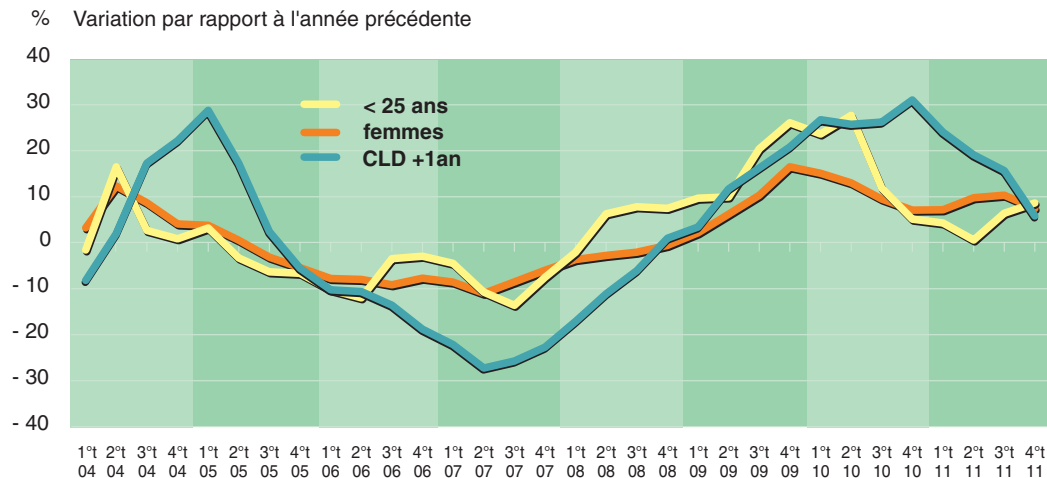
% Variation par rapport à l'année précédente



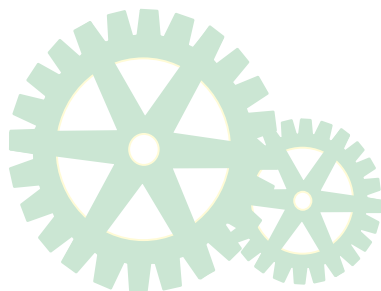
Source : Direccte / Pôle emploi.

L'évolution trimestrielle de la demande d'emploi de catégories ABC en Corse par public

(données CVS)



Source : Direccte / Pôle emploi.



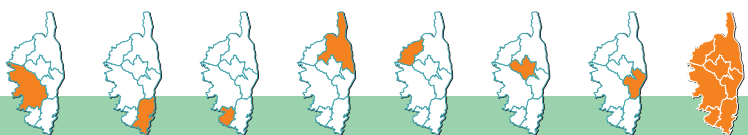
La demande d'emploi de catégories ABC selon la qualification au 31 décembre 2011

(données brutes)

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Manoeuvres	137	247	385	127 957
structure (%)	1,6	2,6	2,2	3,0
Ouvriers spécialisés	243	392	635	311 391
structure (%)	2,9	4,2	3,6	7,2
Ouvriers qualifiés	596	660	1 256	540 448
structure (%)	7,0	7,1	7,0	12,5
Employés non qualifiés	2 341	2 124	4 465	854 368
structure (%)	27,5	22,7	25,0	19,8
Employés qualifiés	4 573	5 165	9 737	1 876 183
structure (%)	53,7	55,2	54,5	43,5
Agents de maîtrise, techniciens	364	515	879	348 206
structure (%)	4,3	5,5	4,9	8,1
Cadres	259	254	514	258 283
structure (%)	3,0	2,7	2,9	6,0
Total	8 514	9 357	17 871	4 316 836

Source : Direccte / Pôle emploi.

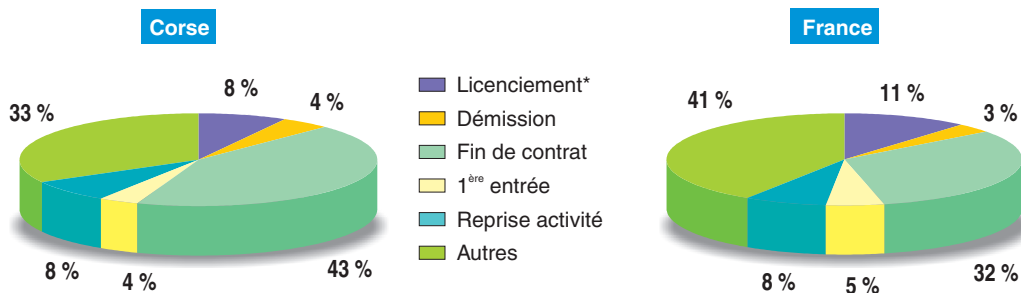
La demande d'emploi de catégories ABC par zone d'emploi au 31 décembre 2011



	Ajaccio	Porto-Vecchio	Sartène-Propriano	Bastia	Calvi-L'Île-Rousse	Corte	Ghisonaccia-Aléria	Total Corse
Effectifs données CVS	4 972	1 699	508	5 669	1 243	420	821	15 332
Structure (%)	32,4	11,1	3,3	37,0	8,1	2,7	5,4	100,0
Evolution sur un an (%)	6,7	4,4	9,2	5,7	5,3	16,5	9,1	6,4
Eléments de structure des DEFM (%)	< 25 ans	16,4	16,0	17,2	15,6	14,4	17,4	16,0
	> 50 ans	20,9	17,8	19,4	19,0	20,2	21,3	19,7
	Femmes	53,7	59,0	57,4	57,3	56,3	46,9	55,9

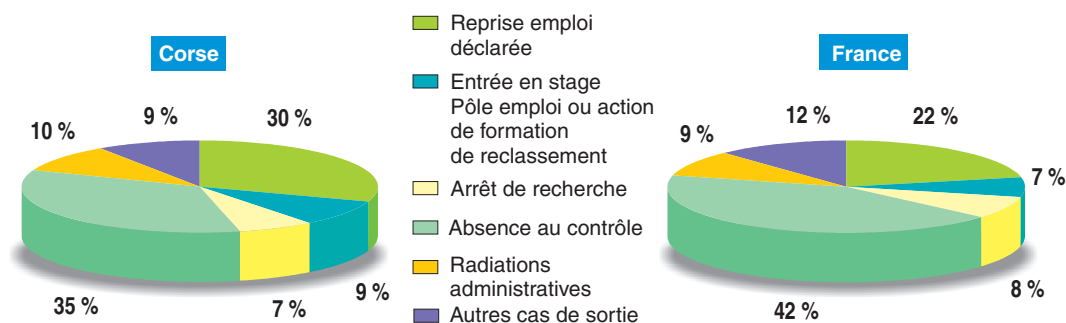
Source : Direccte / Pôle emploi.

Les inscriptions au chômage / cumul annuel 2011



*y compris fin de convention de reclassement personnalisé, de convention de conversion ou de plan d'action personnalisé

Les sorties du chômage / cumul annuel 2011



Source : Direccte / Pôle emploi.

➔ L'offre d'emploi

L'offre d'emploi / cumul annuel 2011

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Nombre d'offres (données CVS)	11 040	10 358	21 398	3 354 200
<i>dont offres durables</i>	<i>3 071</i>	<i>3 183</i>	<i>6 254</i>	<i>1 412 400</i>
Evolution sur un an* (%)	18,1	7,7	12,8	5,7
Nombre d'offres (données brutes)	10 040	10 295	20 335	3 360 221
<i>dont offres durables</i>	<i>3 034</i>	<i>3 174</i>	<i>6 208</i>	<i>1 416 682</i>
Evolution sur un an* (%)	9,6	4,3	6,9	5,3
Activité économique (%)				
Agriculture	1,7	11,2	6,5	...
Industrie	5,0	4,9	4,9	...
Construction	7,7	6,8	7,2	...
Tertiaire	85,6	77,2	81,4	...
Qualification (%)				
Manoeuvres	8,8	8,7	8,7	5,8
Ouvriers	15,0	12,9	14,0	16,6
Employés	72,7	74,3	73,5	65,2
Agents de maîtrise, techniciens	2,7	3,6	3,2	9,7
Cadres	0,7	0,5	0,6	2,7

*de l'ensemble des offres

Source : Direccte / Pôle emploi.

➔ Demandeurs d'emploi indemnisés et bénéficiaires de minima sociaux

Les demandeurs d'emploi indemnisés au 31 décembre 2011

(données brutes)

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse
Demandeurs d'emploi (catégories A,B,C)	8 514	9 357	17 871
Demandeurs d'emploi indemnisés (catégories A,B,C)	6 586	6 901	13 487
<i>dont : assurance chômage</i>	<i>5 540</i>	<i>5 809</i>	<i>11 349</i>
<i>régime solidarité</i>	<i>563</i>	<i>639</i>	<i>1 202</i>
<i>stagiaire en formation</i>	<i>478</i>	<i>436</i>	<i>914</i>
Evolution sur un an (%)	13,7	13,4	13,6
Taux de demandeurs d'emploi indemnisés	77,4	73,8	75,5

Source : Direccte / Pôle emploi.

Les allocataires des minima sociaux au 31 décembre 2011

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
RSA				
Effectifs	3 072	3 884	6 956	1 834 770
AAH				
Effectifs	2 374	3 241	5 615	892 695
Evolution sur un an (%)	4,2	4,0	4,1	4,6

Source : Cnaf.



Principales mesures de politiques d'emploi

Insertion et formation professionnelle des jeunes / cumul sur l'année 2011

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Contrats en alternance (entrées cumulées)				
Contrats d'apprentissage*	790	770	1 560	295 044
Contrats de professionnalisation	115	147	262	173 185
CIVIS (effectif présent en fin de mois)				
Jeunes présents dans le dispositif	183	265	448	...
<i>dont : femmes</i>	97	122	219	...
<i>jeunes en emploi</i>	43	50	93	...
Actions de formation de la CTC				
Jeunes admis en stage	490	...

*y compris les contrats enregistrés par les Chambres consulaires (CA, CCI, CMA)

Source : UT - Dares - SNI Parcours 3 / Entrepôt régional / ARML Corse - ASP.

Réinsertion professionnelle des chômeurs / cumul sur l'année 2011

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Emploi marchand aidé				
Contrats Unique d'Insertion - CIE*	124	88	212	57 278
Contrats de professionnalisation adultes	41	75	116	32 511
Emploi non marchand aidé				
Contrats Unique d'Insertion - CAE*	758	785	1 543	391 154

*conventions initiales + avenants de reconduction

Source : Dares.



Etablissements

Etablissements* selon l'activité et la taille en Corse au 1^{er} janvier 2011

	0 salarié (1)	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 et +
Industrie	1 216	642	141	2
Industrie agroalimentaire	330	282	70	0
Energie	279	68	18	1
Autres industries	607	292	53	1
Construction	3 138	1 687	295	10
CTHR	6 802	4 037	4847	51
Commerce	3 800	2 321	2954	26
Transport	547	314	105	22
Hébergement - restauration	2 455	1 402	84	3
Services	9 839	2 399	235	46
Information et communication	376	129	19	5
Activités financières	359	257	39	2
Activités immobilières	2 289	258	11	2
Soutien aux entreprises	2 851	961	110	14
Enseignement, santé, action sociale	2 710	357	46	18
Autres activités de service	1 254	437	10	5
Total	20 995	8 765	1 155	109

*secteur marchand non agricole.

(1) les établissements dont les effectifs sont non déclarés sont inclus dans la tranche 0 salarié.

Etablissements* selon l'activité par département en Corse au 1^{er} janvier 2011

Activité	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse
Industrie	853	1 148	2 001
Industrie agroalimentaire	298	384	682
Energie	94	272	366
Autres industries	461	492	953
Construction	2 460	2 670	5 130
CTHR	5 644	5 730	11 374
Commerce	3 153	3 289	6 442
Transport	469	519	988
Hébergement - restauration	2 022	1 922	3 944
Services	6 112	6 407	12 519
Information et communication	283	246	529
Activités financières	316	341	657
Activités immobilières	1 167	1 393	2 560
Soutien aux entreprises	1 988	1 948	3 936
Enseignement, santé, action sociale	1 506	1 625	3 131
Autres activités de service	852	854	1 706
Total	15 069	15 955	31 024

*secteur marchand non agricole.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

➔ Démographie des entreprises

Créations d'entreprises* selon l'activité en 2011

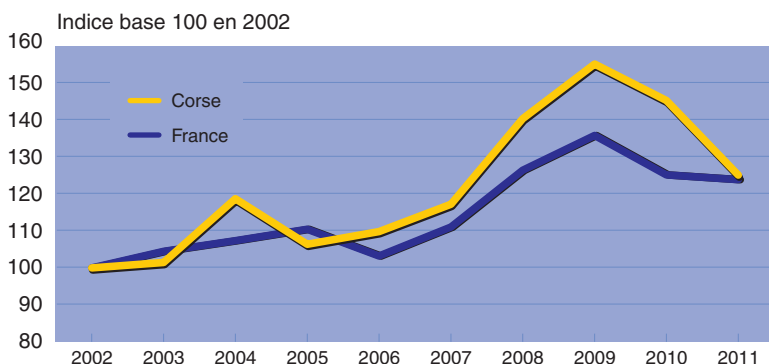
	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse nombre	Corse %	France entière %
Industrie	113	131	244	6,3	4,8
dont auto-entrepreneurs	72	83	155	63,5	57,5
Construction	440	454	894	23,1	15,0
dont auto-entrepreneurs	290	267	557	62,3	49,3
CTHR**	530	560	1 090	28,2	27,2
dont auto-entrepreneurs	190	239	429	39,4	47,1
Services	778	862	1 640	42,4	53,0
dont auto-entrepreneurs	443	478	921	56,2	57,8
Total	1 861	2 007	3 868	100,0	100,0
dont auto-entrepreneurs	995	1 067	2 062	53,3	53,6

*secteur marchand non agricole **commerce, transport, hébergement-restauration

Lecture : le secteur de la construction représente 23,1 % des entreprises créées ; 62,3 % de ces entreprises ont un statut d'auto-entreprise.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Evolution des défaillances d'entreprises en date de jugement



Source : Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (Bodacc).

➔ Entreprises technologiques

Emploi des entreprises* technologiques au 31 décembre 2010

Activité	Nombre d'entreprises	Nombre de salariés
Edition de logiciels	9	20
Programmation, gestion et maintenance informatique	235	133
Traitement de données, portail internet	51	109
Total	295	262

*entreprises dont le siège social est en Corse.

Source : Insee, Connaissance locale de l'appareil productif (Clap).



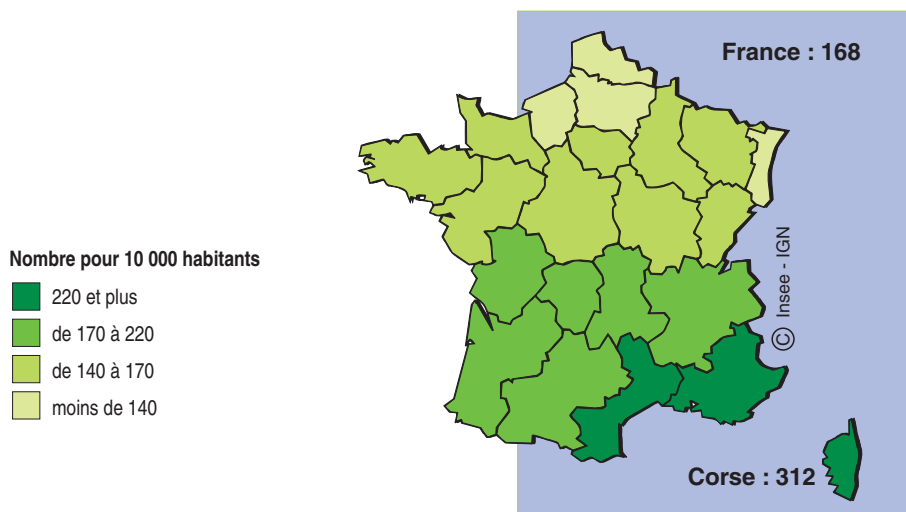
Entreprises artisanales

Créations d'entreprises artisanales par activité principale en 2011

	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse		France	
			nombre	%	nombre	%
Industrie	106	115	221	13,7	19 948	11,7
Construction	417	423	840	52,0	74 230	43,6
Commerce	68	96	164	10,1	23 224	13,6
Services	185	207	392	24,2	52 879	31,1
Total	776	841	1 617	100,0	170 281	100,0

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

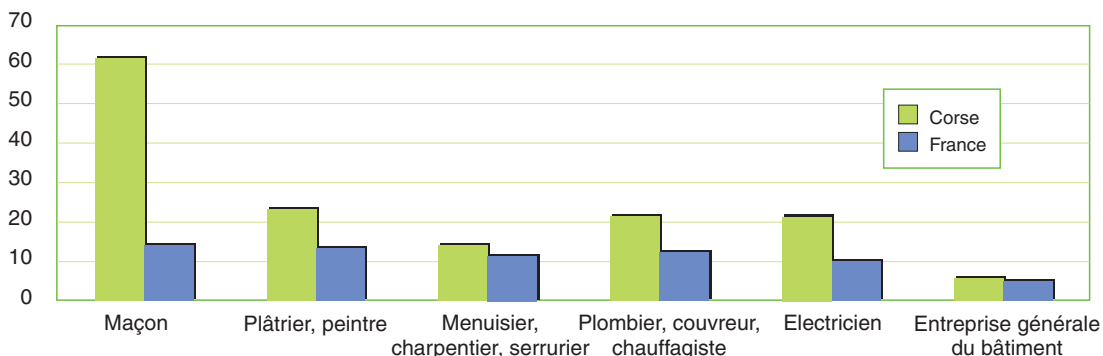
Entreprises artisanales pour 10 000 habitants selon les régions en 2011



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2010).

Artisans du bâtiment pour 10 000 habitants au 1^{er} janvier 2011

Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants



Source : Insee, Base permanente des équipements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2010).

➔ Transports

Répartition des passagers transportés selon le type de trafic en 2011

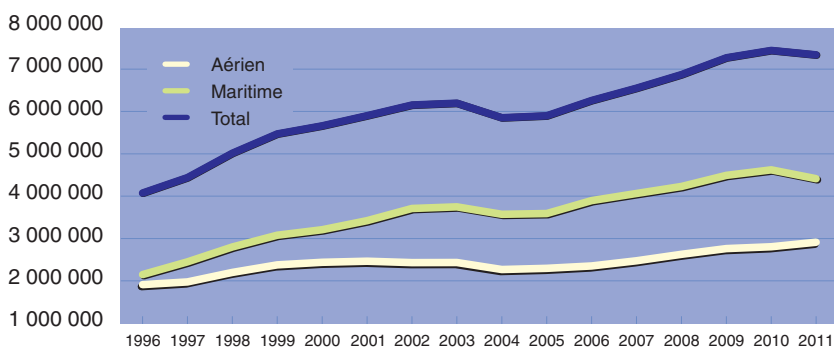
(nombre de passagers au départ et à l'arrivée)

Ports et (ou) aéroports	Maritime		Aérien	Total
	Lignes régulières	Croisières	Lignes régulières et charter	
Ajaccio	1 178 653	909 752	1 175 874	3 264 279
Bastia	2 278 302	12 376	1 025 317	3 315 995
Bonifacio	241 020	20 469	///	261 489
Calvi	154 252	72 959	294 451	521 662
Figari	///	///	444 021	444 021
L'Île-Rousse	366 182	232	///	366 414
Porto-Vecchio	97 770	39 338	///	137 108
Propriano	130 559	9 739	///	140 298
Ensemble	4 446 738	1 064 865	2 939 663	8 451 266
Evolution 2011/2010	- 4,5 %	23,7 %	3,8 %	1,2 %

Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Evolution des trafics passagers sur lignes régulières et charter

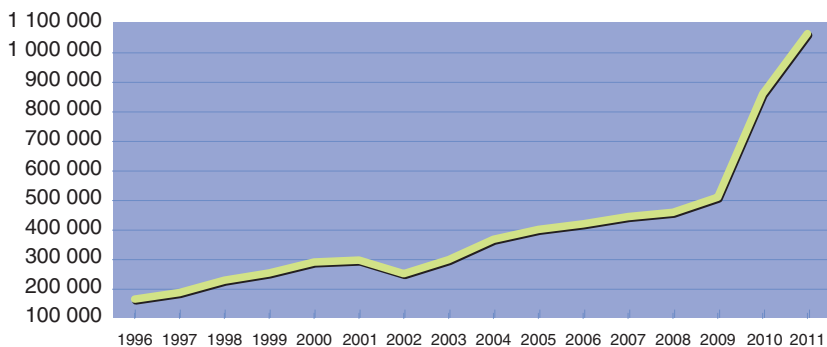
Nombre de passagers au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Evolution des trafics passagers croisières

Nombre de passagers au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse.



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



Tourisme : hôtels

Fréquentation des hôtels en 2011 et évolution 2011/2010 par bassin touristique selon les principales nationalités (en milliers de nuitées et %)

	Ajaccio		Bastia		Balagne		Extrême-Sud		Total Corse	
	2011 nombre	11/10 %	2011 nombre	11/10 %	2011 nombre	11/10 %	2011 nombre	11/10 %	2011 nombre	11/10 %
Français	984	- 5	527	- 1	320	+ 1	321	+ 7	2 152	- 2
Etrangers	206	- 13	222	- 6	192	+ 3	106	+ 7	726	- 4
<i>dont : Italiens</i>	49	- 29	60	- 7	30	- 29	25	- 17	164	- 20
<i>Allemands</i>	32	0	41	+ 8	36	+ 40	12	+ 24	121	+ 15
Ensemble	1 190	- 6	749	- 3	512	+ 2	427	+ 7	2 878	- 2

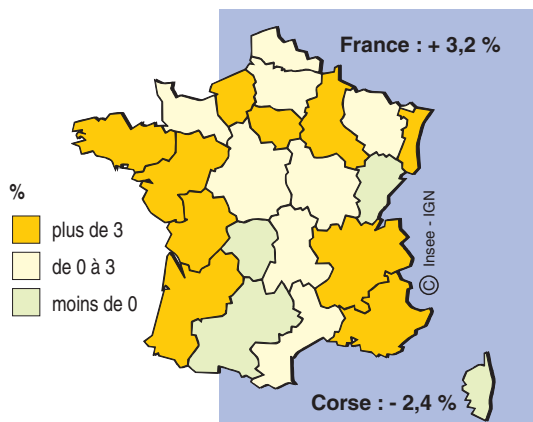
Source : Insee, Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS) - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie.

Evolution des nuitées totales entre 2010 et 2011 dans l'hôtellerie par région

Parc hôtelier en Corse en 2011

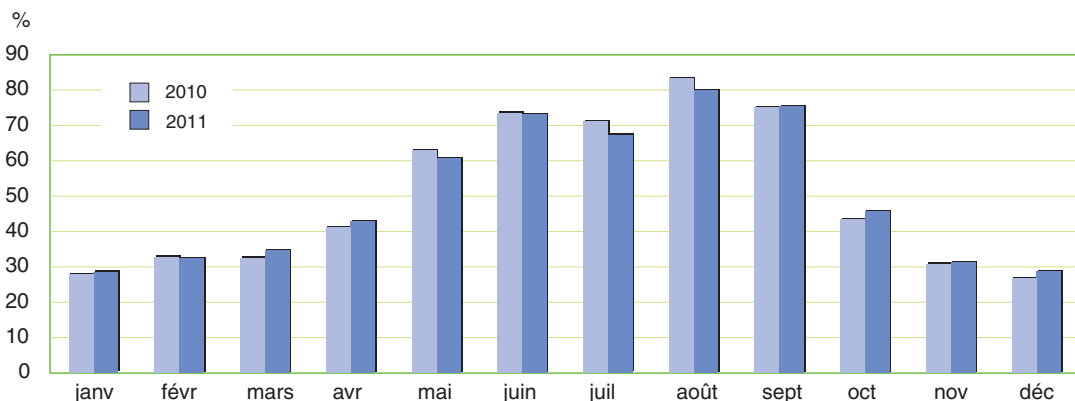
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Région Corse	
	hôtels	hôtels	hôtels	chambres
0 étoile	15	18	33	571
1 étoile	9	3	12	173
2 étoiles	75	73	148	4 097
3 étoiles	79	69	148	5 300
4 étoiles ou +	20	5	25	870
Ensemble	198	168	366	11 011

Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux.



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation.

Taux d'occupation des hôtels en Corse



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie.

Tourisme : campings

Fréquentation des campings en 2011 et évolution 2011/2010 par bassin touristique selon les principales nationalités (en milliers de nuitées et %)

	Ajaccio		Bastia		Balagne		Extrême-Sud		Total Corse	
	2011 nombre	11/10 %	2011 nombre	11/10 %	2011 nombre	11/10 %	2011 nombre	11/10 %	2011 nombre	11/10 %
Français	690	+ 31	531	+ 11	371	- 6	633	+ 3	2 225	+ 10
Etrangers	243	- 42	406	- 7	205	- 22	383	- 28	1 237	- 25
<i>dont : Italiens</i>	61	- 57	95	- 20	60	- 42	139	- 37	355	- 39
<i>Allemands</i>	81	- 34	160	- 1	66	- 3	96	- 22	403	- 15
Ensemble	933	- 1	937	+ 2	576	- 12	1 016	- 12	3 462	- 6

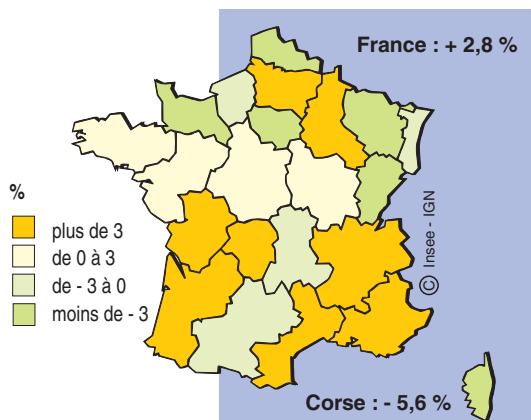
Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air.

Evolution des nuitées totales entre 2010 et 2011 (mai à septembre) dans les campings par région

Parc des campings en Corse en 2011

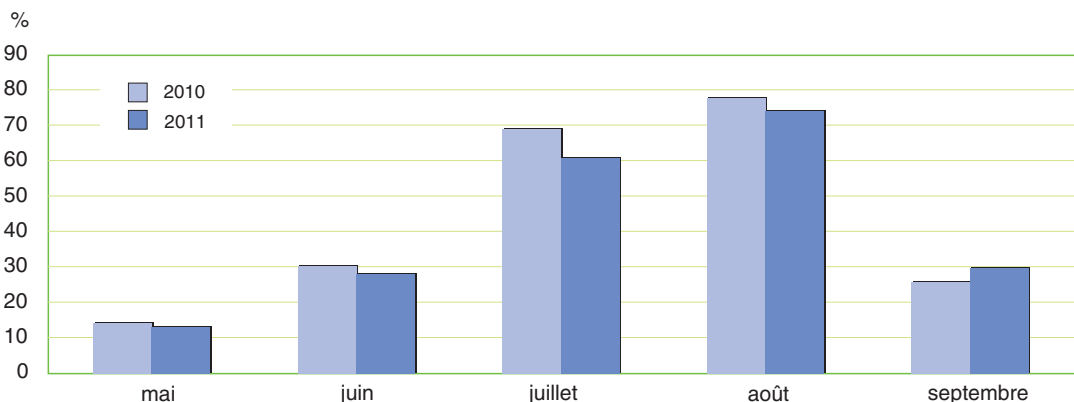
	Corse- du-Sud campings	Haute- Corse campings	Région Corse campings emplacement	
1 étoile	12	19	31	3 318
2 étoiles	24	29	53	6 280
3 étoiles	39	9	48	7 416
4 étoiles	3	6	9	2 883
Ensemble	78	63	141	19 897

Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux.



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation.

Taux d'occupation des campings en Corse



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air.

➔ Revenus

Formation du revenu disponible brut (RDB) des ménages en 2009 (en % du RDB)

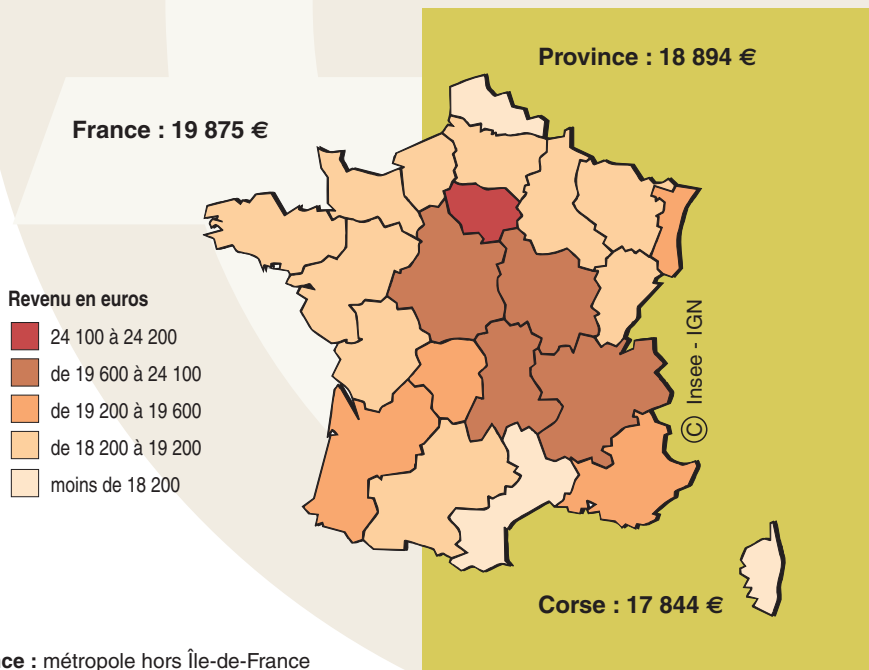
	Excédent brut et revenu mixte	+ Salaires et traitements bruts	- Cotisations sociales des salariés et des non-salariés	- Impôts	+ Prestations en espèces	+ Autres*	= Revenu disponible brut
Corse	24,9	50,0	9,4	11,5	34,0	12,0	100,0
Province	21,4	55,4	9,7	11,5	34,0	10,4	100,0
France	21,4	59,1	10,3	12,7	31,8	10,7	100,0

*revenu de la propriété (intérêts, revenus des sociétés, revenus attribués aux assurés, revenus des terrains et gisements) + autres transferts courants

Données 2009 semi définitives

Source : Insee, Comptes régionaux des ménages - Base 2005.

Revenu disponible brut des ménages par habitant selon les régions en 2009



Province : métropole hors Île-de-France

Données 2009 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux des ménages - Base 2005..

➔ Revenus salariaux

Revenus salariaux annuels moyens nets de prélèvements par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 2009

	Corse euros	Province euros	France entière euros
Ensemble	17 642	18 891	20 249
Cadres	33 790	35 269	38 549
Professions intermédiaires	23 483	22 551	23 030
Employés	13 709	13 680	14 122
Ouvriers qualifiés	16 281	17 588	17 781
Ouvriers non-qualifiés	11 541	12 923	13 034
Hommes	19 410	21 685	23 199
Cadres	36 939	38 880	42 682
Professions intermédiaires	25 711	24 948	25 312
Employés	15 779	16 076	16 454
Ouvriers qualifiés	16 526	17 988	18 157
Ouvriers non-qualifiés	12 273	14 033	14 161
Femmes	15 665	15 959	17 173
Cadres	29 484	29 345	32 235
Professions intermédiaires	21 545	20 296	20 963
Employés	12 598	12 770	13 168
Ouvriers qualifiés	12 504	14 336	14 625
Ouvriers non-qualifiés	9 195	10 909	10 959

A compter de 2002, les indemnités de chômage sont intégrées dans les revenus salariaux. Par souci de cohérence et d'alignement avec d'autres données, la colonne "apprentis, stagiaires et emplois aidés" a été supprimée.

Source : Insee, Déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Disparités des revenus salariaux annuels en 2009

	1 ^{er} quartile euros	3 ^e quartile euros	Rapport interquartile
Corse	9 753	22 562	2,3
Province	11 638	23 327	2,0

Source : Insee, Déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Premier (respectivement troisième) quartile du revenu : seuil de revenu annuel que touchent au maximum les 25 % (respectivement les 75 %) des salariés les moins bien payés.

Rapport interquartile : le rapport entre le troisième et le premier quartile donne une mesure de la dispersion des revenus.



DEFINITIONS



POPULATION

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Taux de mortalité : rapport du nombre de décès de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

La nouvelle méthode de recensement : depuis 2004, la nouvelle méthode de recensement substitue au comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans une technique d'enquêtes annuelles. Elle distingue les communes de moins de 10 000 habitants d'une part, recensées une fois tous les 5 ans par roulement, et les communes de plus de 10 000 habitants d'autre part, pour lesquelles un échantillon d'adresses regroupant environ 8 % de la population est recensé chaque année.

Ménage : ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Famille : partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant).

Famille monoparentale : comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Etranger : personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française. Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité sont considérées comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

Catégories socioprofessionnelles : la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dite PCS classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non).



ECONOMIE GENERALE

Valeur ajoutée brute : différence entre la valeur des biens et services produits et celle des biens et services utilisés pour la production (consommations intermédiaires).

Produit intérieur brut (PIB) : somme des valeurs ajoutées brutes augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques) moins les subventions sur les produits. Le PIB correspond à la valeur des biens et services produits sur le territoire économique et disponibles pour les emplois finaux (consommation, stockage, investissement et exportation).

E CONOMIE GENERALE

PIB en valeur : le PIB est dit “en valeur” ou “nominal” si ses différentes composantes sont évaluées aux prix de l'année en cours (PIB à prix courants).

PIB en volume : le PIB est dit “en volume” ou “réel” si les montants qui le constituent ont été évalués aux prix d'une année donnée choisie comme année de base (PIB à prix constants corrigés de la hausse des prix).

PIB par emploi : le PIB en volume par emploi est une approximation de la productivité apparente du travail par tête.

Productivité apparente du travail par tête : rapport entre la richesse créée (mesurée par la valeur ajoutée en volume) et le volume de travail mis en œuvre dans le processus de production (mesuré par le nombre de personnes en emploi).

Services principalement marchands : regroupent les secteurs des transports, des activités financières, des activités immobilières, des services aux entreprises et des services aux particuliers.

Services administrés : regroupent les secteurs de l'éducation-santé-action sociale et de l'administration.

E MPLOI

Population active : regroupe la population ayant un emploi, les chômeurs et les militaires du contingent.

Taux d'activité : rapport entre la population active et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'activité d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Taux d'emploi : rapport entre la population active ayant un emploi et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'emploi d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Zones d'emploi : espaces géographiques à l'intérieur desquels la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lesquels les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage actualisé 2010 se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006.

Estimations d'emploi localisées (Estel) : Le champ couvert est l'emploi total salarié et non salarié au 31 décembre, répertorié BIT, et mesuré au lieu de travail et lieu de résidence, avec prise en compte de la multi-activité. C'est une synthèse de sources : DADS, fichiers de paye des agents de l'Etat, particuliers employeurs et fichiers MSA et Acoass.

Estimations trimestrielles d'emploi salarié : résultent de l'exploitation des bordereaux de cotisation Urssaf. Elles sont calculées sur l'ensemble



EMPLOI

des secteurs marchands hors agriculture et emploi public dans l'administration, l'éducation, la santé et l'action sociale.

BIT : Bureau international du travail

Chômeur au sens du BIT : personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs (au sens du BIT) à la population active totale.

Correction des variations saisonnières (CVS) : technique que les statisticiens emploient pour éliminer les fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales.

■ La demande d'emploi

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) : comptabilisent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Demandes d'emploi enregistrées (DEE) : demandes nouvelles enregistrées par Pôle emploi au cours du mois.

Demandes d'emploi sorties (DES) : demandes sorties des fichiers du Pôle emploi au cours du mois.

■ *L'indemnisation du chômage*

Régime d'assurance chômage : système de protection sociale contre la privation d'emploi. Il est chargé de recueillir les contributions des employeurs et des salariés afin d'indemniser les personnes involontairement privées d'emploi qui ont travaillé et cotisé. La principale allocation versée au titre de ce régime est l'Allocation d'aide au retour à l'emploi y compris formation (ARE+AREF).

Régime de solidarité : régime d'indemnisation du chômage institué pour certaines catégories de personnes ne remplissant pas les conditions exigées pour bénéficier de l'assurance chômage. Les deux principales allocations versées au titre de ce régime sont l'Allocation temporaire d'attente (ATA) qui s'adresse aux chômeurs qui n'ont pas de référence de travail (durée maximale : 1 an) et l'Allocation de solidarité spécifique (ASS), ouverte à tout allocataire cessant d'être indemnisé par le régime d'assurance chômage.

■ *Les minima sociaux*

Le Revenu de solidarité active (RSA) : entré en vigueur le 1^{er} juin 2009, il a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires (loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008). Il remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la recherche d'emploi.

Allocation adulte handicapé (AAH) : destinée à assurer un revenu minimum aux personnes handicapées.

■ *Les principales mesures de politique d'emploi*

Contrats du secteur marchand

Contrat d'apprentissage : destiné aux jeunes de 16 à 25 ans, il vise à apprendre un métier en alternant formation en entreprise et enseignement professionnel.

Contrat de professionnalisation : destiné aux jeunes de 16 à 25 ans ou demandeurs d'emploi de plus de 26 ans, dont l'objectif est de permettre au salarié l'acquisition d'une qualification professionnelle, de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle. C'est un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée avec une action de professionnalisation.

Contrat du secteur non marchand

Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) : destiné aux jeunes de 16 à 25 ans révolus rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle.



DEFINITIONS

EMPLOI

Contrat des secteurs marchand et non marchand

Contrat unique d'insertion (CUI) : entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010, le nouveau "contrat unique d'insertion" prend la forme dans un cadre rénové, du contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand et du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), dans le secteur non marchand. Il a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Entreprise : unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Etablissement : unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Création d'entreprise : correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur. Il n'y a création d'entreprise que si elle s'accompagne de la mise en oeuvre de nouveaux moyens de production. Cette nouvelle notion de création d'entreprise inclut les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation remonte à plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise quand deux caractéristiques du siège de l'entreprise sur trois parmi l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité et la localisation sont modifiées lors de la reprise.

La statistique de création d'entreprise couvre l'ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise a été redéfinie. Elle s'appuie désormais sur un concept harmonisé au niveau européen.

Défaillance d'entreprise : une entreprise est en situation de **défaillance** ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. La procédure judiciaire peut avoir différentes issues : liquidation de l'entreprise, poursuite de l'activité suite à un plan de continuation, reprise de l'activité suite à un plan de cession.

Il ne faut pas confondre cette notion avec la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise).

Régime de l'auto-entrepreneur : il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes créant ou possédant déjà une entreprise individuelle. Ses formalités sont allégées.

Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) : système d'information multi-sources permettant de fournir des statistiques localisées au lieu de travail sur l'emploi salarié et les rémunérations pour



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

les activités des secteurs marchand et non marchand. Le référentiel d'entreprises et d'établissements est constitué à partir du Répertoire des entreprises et des établissements. Les données sur l'emploi salarié résultent des informations issues des DADS, des Urssaf (plus MSA pour l'agriculture) et du système d'information sur les agents de l'Etat.

Entreprise artisanale : qui exerce, sous la direction d'une personne ayant la qualification requise d'artisan ou de maître artisan, en n'employant en principe pas plus de dix salariés, une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de service relevant de l'artisanat ; immatriculée au répertoire des métiers.

Touriste : visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé, pour un motif professionnel ou privé.

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement d'hébergement.

Taux d'occupation : nombre de chambres (ou d'emplacements de campings) occupé(e)s rapporté au nombre de chambres (ou d'emplacements de campings) offert(e)s effectivement disponibles (fermetures saisonnières, hebdomadaires, etc.) par les établissements (en %).



REVENUS - SALAIRES

Revenu disponible brut : revenu primaire (revenu d'activité ou de placement) augmenté des transferts reçus (prestations sociales en espèces) et diminué des impôts et cotisations sociales. C'est donc la part des revenus à disposition des ménages pour la consommation et l'épargne.

Revenu salarial annuel : salaire effectivement perçu, net de prélèvements à la source et non pondéré par le temps de travail. Il est mesuré au lieu de résidence et prend en compte toutes les périodes successives de travail dans l'année ainsi que les activités complémentaires relevant de plusieurs employeurs. Il comprend les indemnités de chômage. (Sont concernés les salariés relevant du champ des DADS).

Déclarations annuelles de données sociales (DADS) : cette formalité déclarative, que doit accomplir annuellement toute entreprise employant des salariés, est destinée aux administrations sociales et fiscales. Les employeurs sont tenus de communiquer diverses informations pour tous leurs salariés. Le champ des DADS comprend l'ensemble des employeurs et de leurs salariés sauf les salariés de l'agriculture et de la sylviculture, les agents des organismes de l'Etat, titulaires ou non, les services domestiques et les activités extraterritoriales.



La
CORSE
en Bref



Retrouvez
les données actualisées
en continu de
La Corse en bref
sur l'espace régional
www.insee.fr/corse

un accès libre
et gratuit
à l'information

The screenshot shows the Insee website interface for Corsic@actualités. At the top, there is a navigation bar with links for 'Actualités', 'Agendas', 'Contacter l'Insee', 'FAQ', 'Aide', 'Liens', 'English', and 'Home page'. Below this is a search bar with the text 'Rechercher avec Google' and an 'OK' button. The main navigation menu includes 'L'Insee et la statistique publique', 'Thèmes', 'Bases de données', 'Publications et services', 'Régions', 'Définitions et méthodes', and 'Accès par public'. The 'Régions' menu is currently selected, showing a sub-menu for 'Région Corse' with options like 'La région par thème', 'La conjoncture régionale', 'Les publications', 'Acteurs publics : études et partenariats', 'À votre service', and 'Les actualités'. The main content area is titled 'Accueil > Régions > Corse' and 'Page d'accueil'. It features several sections: 'L'Info de la semaine' with a sub-section 'Hausse du chômage' reporting that in the 4th quarter of 2008, the unemployment rate in Corsica reached 8%, compared to 7.8% at the national level; 'Infos sur un territoire' with sub-sections for 'Statistiques locales', 'Le recensement', and 'L'espace collectifs locales'; and 'Les actualités' with a sub-section 'Acteurs publics : études et partenariats'.



Corsic@actualités

Corsic@actualités est la lettre d'information électronique de l'Insee-Corse qui paraît tous les deux mois.

L'abonnement **gratuit** à Corsic@actualités est possible sur